
Synthèse

CRISE DU LOGEMENT AU NUNAVIK : LES INUITS MÉRITENT MIEUX QUE LE FÉDÉRALISME

- Le Canada, responsable de la crise du logement au Nunavik par ses coupes unilatérales depuis 1994, est **blâmé sévèrement pour son laxisme et sa mauvaise foi envers les communautés inuites.**
- Le manque de **900 logements** est à la source de nombreux problèmes sociaux chez les Inuits.
- L'indépendance permettrait au Québec de sauver **591 M\$** en n'ayant qu'**un seul ministère des Affaires autochtones.**
- Avec **185 M\$**, le Québec pourrait combler entièrement la pénurie de logements au Nunavik.

CRISE DU LOGEMENT AU NUNAVIK : LES INUITS MÉRITENT MIEUX QUE LE FÉDÉRALISME

État de la situation

Le Nunavik est peuplé d'environ 10 000 résidents permanents dispersés sur un immense territoire où les distances entre les villages sont considérables. Bien que peu peuplé, le Nunavik connaît une croissance démographique exceptionnelle. Sa population suit une courbe démographique inversée par rapport à celle de la population générale du Québec. En 1996, 46 % de la population avait moins de 18 ans et les enfants de 0 à 14 ans représentaient 41 % de la population du Nunavik.

Des coupes fédérales

La question du logement découle de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de 1975. **En 1994, Ottawa a soudainement cessé de construire des logements sociaux au Nunavik, et ce, jusqu'en 1999 inclusivement.** Ce retrait fédéral de 6 ans (un arrêt unilatéral dans le financement de la construction de logements sociaux au Nunavik) est directement responsable du déficit actuel de logements chez les Inuits du Nord-du-Québec.

En 2007, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) estimait **qu'un jeune Inuit sur trois faisait l'objet d'un signalement à la DPJ.** Un rapport accablant lie directement cette situation à la pénurie de logements causée par le gouvernement fédéral¹. **En 2013, on estime à 63 % la proportion d'Inuits vivant dans une situation de surpeuplement** (par exemple : 15 personnes logées dans une habitation conçue pour 6 personnes)². Les données indiquent que près de **900 ménages** ont un besoin urgent de trouver un logement plus approprié.

Les faiblesses du régime fédéral

En vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, le gouvernement fédéral a la responsabilité de fournir des logements adéquats répondant aux besoins des populations, mais ne la respecte pas. Le Canada a été sollicité à plusieurs reprises afin de participer à un effort de rattrapage dans la construction de logements au Nunavik, mais n'a pour l'instant formulé aucune réponse satisfaisante.

« Le gouvernement fédéral fait fi des conditions de vie des Inuits du Nunavik. Personne n'écoute. »

– Jobie Tukkiapik, président de la société Makivik³

Le fédéral se traîne les pieds

Le fédéral se traîne les pieds. En 2013, le rapport d'**une médiatrice a dénoncé sévèrement la « mauvaise foi » du gouvernement fédéral**, qui continue de faire la sourde oreille malgré sa responsabilité⁴. Dans le budget fédéral 2013-2014, le gouvernement conservateur a attribué une somme de 100 M\$ pour combler le manque de logements criant au Nunavut, un territoire fédéral également aux prises avec ce problème. **Mais il n'y a toujours rien pour le Québec.**

1. COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (2007). *Enquête portant sur les services de protection de la jeunesse dans la baie d'Ungava et la baie d'Hudson*, p.6

2. LE DEVOIR, *Les Inuits du Nord du Québec – Mal logés et victimes de la « mauvaise foi » d'Ottawa*, 29 octobre 2013

3. LE DEVOIR, *Crise du logement au Nunavik – Les Inuits se joignent à Québec pour dénoncer l'inaction d'Ottawa*, 31 octobre 2013

4. LE DEVOIR, *Les Inuits du Nord du Québec – Mal logés et victimes de la « mauvaise foi » d'Ottawa*, 29 octobre 2013

Même le premier ministre Philippe Couillard admet que depuis quelques années, le gouvernement fédéral s'est retiré de son rôle de fiduciaire historique pour les communautés autochtones :

« [A]lors que des situations connues persistent, par exemple sur le logement, l'accès à l'eau potable, l'électricité : pas acceptable pour un pays de la richesse du Canada; pas acceptable de voir cet écart persister, [Ottawa doit] reprendre rapidement sa place de fiduciaire dans les responsabilités qui sont les siennes. »

— Philippe Couillard, premier ministre du Québec⁵

Les richesses d'un Québec indépendant

Le Québec paie déjà pour compenser le manque d'implication d'Ottawa, et ce, sans que les Autochtones soient dans son champ de compétence. Des drames humains inacceptables sont vécus par les Inuits, et depuis trop longtemps : surpopulation, résurgence de la tuberculose, alcoolisme, suicide, violence conjugale et problèmes sociaux de tous ordres. Il faut que cela cesse une fois pour toutes.

« Est-il juste que le gouvernement fédéral traite les Inuits différemment selon qu'ils vivent au Nunavik, au Labrador ou au Nunavut? Ou que le gouvernement fédéral dise aux Inuits du Nunavik de présenter leurs demandes au gouvernement du Québec? Notre santé et nos conditions de vie ne devraient pas être des pions dans les querelles constitutionnelles du Canada et du Québec. »

— Jobie Tukkiapik, président de la société Makivik⁶

Avec 185 M\$, le Québec pourrait combler entièrement la pénurie de logements au Nunavik. Le Québec contribue pour près de 19 % du budget des affaires autochtones (1,5 G\$), mais seulement 9,2 % des Autochtones y habitent⁷. Le Nunavik a le droit de recevoir la part de l'argent fédéral qui lui revient pour le logement.

En n'ayant qu'un seul ministère des Affaires autochtones et du Nord québécois à financer, **un Québec souverain économiserait 591 M\$⁶**. Le Québec pourra traiter avec équité et égalité les Premières Nations sous sa juridiction tout en adoptant **une politique autochtone digne du XXI^e siècle**. Un Québec indépendant pourra décider lui-même d'offrir de l'aide aux communautés autochtones sans attendre Ottawa, si laxiste en la matière. Les Québécois et les Inuits gagneront à faire du Québec un pays pour développer un Nunavik à la hauteur de leurs ambitions.

Un Nunavik à la hauteur
de nos ambitions

5. LA PRESSE CANADIENNE, *La rencontre avec Philippe Couillard laisse les Autochtones sur leur appétit*, 4 novembre 2015

6. LE DEVOIR, *Crise du logement au Nunavik – Les Inuits se joignent à Québec pour dénoncer l'inaction d'Ottawa*, 31 octobre 2013

7. Stéphane GOBEIL (2012). *Un gouvernement de trop*, VLB Éditeur, Montréal, p.47

Les sources

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (2007). *Enquête portant sur les services de protection de la jeunesse dans la baie d'Ungava et la baie d'Hudson*

LE DEVOIR, *Crise du logement au Nunavik – Les Inuits se joignent à Québec pour dénoncer l'inaction d'Ottawa*, 31 octobre 2013

LE DEVOIR, *Les Inuits du Nord du Québec – Mal logés et victimes de la « mauvaise foi » d'Ottawa*, 29 octobre 2013

LA PRESSE CANADIENNE, *La rencontre avec Philippe Couillard laisse les Autochtones sur leur appétit*, 4 novembre 2015

Stéphane GOBEIL (2012). *Un gouvernement de trop*, VLB Éditeur, Montréal, 175 p.

Classification

→ Affaires autochtones\Nunavik – Logement

Dernière mise à jour

Le mardi, 8 mars 2016